



Conseil économique et social

Distr. générale
17 août 2020
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Soixante-dix-huitième session

Genève, 4-6 novembre 2020

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Examen stratégique du Programme de travail intégré de Varsovie

Examen stratégique : éléments d'un programme de travail pour 2022-2025

Note du secrétariat

Résumé

On trouvera dans le présent document des informations importantes relatives à l'élaboration du futur Programme de travail intégré pour la période quadriennale 2022-2025, que le Comité des forêts et de l'industrie forestière et la Commission européenne des forêts devraient adopter en 2021, et à la poursuite des discussions à ce sujet. Il a été élaboré sur la base du processus de révision stratégique du Programme de travail intégré de Varsovie pour 2018-2021.

Le Comité sera invité à : i) formuler des recommandations sur l'élaboration du Programme de travail intégré pour 2022-2025 ; ii) décider des ajustements à apporter, en raison de la pandémie de COVID-19, à la feuille de route approuvée, qui figure dans le document ECE/TIM/2019/2-FO:EFC/2019/2.



I. Éléments à prendre en compte dans l'élaboration du Programme de travail intégré pour 2022-2025

1. L'examen stratégique est une évaluation du Programme de travail intégré de Varsovie pour 2018-2021 réalisée pour le Comité des forêts et de l'industrie forestière (le Comité) de la CEE et la Commission européenne des forêts (la Commission) de la FAO, qui couvre la portée, la structure et le contenu du programme, les méthodes, les partenariats, les résultats de sa mise en œuvre, les objectifs et les travaux des organes subsidiaires communs du Comité et de la Commission.
2. À ce jour, dans le cadre de l'examen stratégique, des informations ont été recueillies au moyen d'une enquête publique auprès de tous les acteurs qui ont participé à l'exécution du Programme de travail ou qui ont manifesté un intérêt à cet égard. Les principaux résultats de l'enquête figurent dans le document d'information ECE/TIM/2020/Inf.4.
3. On trouvera ci-dessous un extrait du Programme de travail intégré, qui a été modifié en fonction des résultats de l'enquête publique, du débat informel entre les États membres qui s'est tenu en ligne le 18 juin 2020, ainsi que des contributions des bureaux du Comité et de la Commission et du secrétariat.
4. Sur la base des résultats de l'enquête et des discussions informelles, le processus d'examen du Programme de travail a jusqu'à présent mis en évidence un appui massif à la structure existante des domaines de travail et à nombre des activités en cours dans le cadre du Programme. En conséquence, il est proposé de conserver les objectifs et de reconduire la majorité des activités en y apportant quelques ajustements pour tenir compte de l'évolution des domaines d'intérêt et des travaux que les entités participantes ont prévu d'entreprendre.
5. Le Comité sera invité à : i) formuler des recommandations sur l'élaboration du Programme de travail intégré pour 2022-2025 ; ii) décider des ajustements à apporter, en raison de la pandémie de COVID-19, à la feuille de route approuvée, qui figure dans le document ECE/TIM/2019/2-FO:EFC/2019/2.

II. Programme de travail intégré (Partie I)

6. La responsabilité de l'exécution du Programme de travail intégré du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts incombe aux membres de ces deux organes.
7. Au premier chef, les responsabilités, en termes d'exécution et de coordination du Programme de travail intégré, incombent à la CEE et à la FAO, par l'entremise de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois. La mise en œuvre du Programme bénéficie de l'appui du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, des équipes de spécialistes CEE/FAO, ainsi que des services pertinents des deux organisations. Le Programme est en outre exécuté avec l'appui des États membres et des organisations d'intégration économique régionale, en étroite coopération avec les organisations et mécanismes compétents à tous les niveaux et avec d'autres acteurs participant aux processus intergouvernementaux du Comité et de la Commission. Le Programme de travail intégré englobe un large éventail d'activités et se veut complet et flexible. Dans le cadre de son exécution, les États membres peuvent s'impliquer dans des composantes particulières en fonction de leurs intérêts et de leurs capacités. Les composantes du Programme seront mises en œuvre de différentes manières et à des niveaux différents, en fonction notamment de l'intérêt et des efforts des États membres.
8. Le nouveau Programme de travail intégré pourrait contribuer au suivi ou à la mise en œuvre : i) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD), ii) du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), iii) du programme de travail quadriennal 2021-2024 du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), iv) des objectifs d'Aichi pour la biodiversité et du

cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 dans le cadre de la seizième session du FNUF et de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, v) de l'Accord de Paris adopté lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, vi) d'autres objectifs internationaux et traités concernant les forêts, notamment le Défi de Bonn et l'initiative ECCA30, vii) du rétablissement durable et résilient du secteur forestier à la suite de la pandémie de COVID-19, notamment par la mise en œuvre de démarches d'économie circulaire et des solutions fondées sur la nature.

A. Champ d'application

9. Le Programme de travail intégré concerne les 56 États membres de la région de la CEE, c'est-à-dire l'ensemble des membres du Comité¹. La Commission compte 39 États membres, qui sont tous des États membres de la CEE, ainsi que l'Union européenne².

10. Le Programme englobe les grands thèmes ci-après, relatifs aux forêts, à la gestion durable des forêts et au secteur forestier :

- a) L'état des forêts et la situation de la gestion durable des forêts ;
- b) Le rôle des forêts dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets ;
- c) La mise en œuvre et la promotion de la gestion durable des forêts, selon les sept éléments thématiques de l'instrument des Nations Unies sur les forêts ainsi que les objectifs mondiaux relatifs aux forêts ;
- d) La restauration des paysages forestiers ;
- e) Les industries liées aux forêts et l'utilisation de produits forestiers tout au long des chaînes de valeur (notamment dans les domaines de la construction et de l'énergie), l'accent étant mis sur les produits et applications innovants ;
- f) Les politiques, institutions et instruments relatifs aux forêts et au secteur forestier, y compris les liens existant entre les politiques de la forêt et du bois, les politiques liées aux forêts et aux changements climatiques, et d'autres politiques sectorielles ;
- g) La contribution du secteur forestier à la transition vers une bioéconomie circulaire ;
- h) Les produits forestiers et les services écosystémiques, l'emploi et d'autres aspects socioéconomiques, y compris la viabilité économique du secteur ;
- i) La contribution du secteur à la réalisation du Programme 2030 et des ODD liés aux forêts, à la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, ainsi qu'au plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), à la stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie³ centrale dans le cadre des mandats existants de la CEE et de la FAO.

¹ Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizstan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie et Ukraine.

² Albanie, Allemagne, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Union européenne.

³ Pour plus d'informations sur la stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale, veuillez consulter le document ECE/TIM/2020/3.

B. Objectif général

11. Le Programme de travail intégré pour 2022-2025 du Comité et de la Commission a pour principal objet d'aider les États membres et les organisations d'intégration économique régionale à contribuer à une gestion durable des forêts de telle façon qu'ils puissent fournir les produits et les services forestiers dont la société a besoin.

C. Objectif du Programme de travail intégré

12. Le Programme de travail intégré a pour objet d'aider les pays membres et les organisations d'intégration économique régionale à atteindre l'objectif général défini ci-dessus, en diffusant les meilleures informations disponibles, en facilitant la concertation et la communication et en renforçant les capacités.

D. Structure et domaines d'activité

13. Le Programme de travail intégré s'articule autour de quatre fonctions essentielles ou domaines d'activité, à savoir :

- **Domaine d'activité 1 : Données, suivi, établissement de rapports et évaluation ;**
- **Domaine d'activité 2 : Concertation et conseils sur les politiques à mener ;**
- **Domaine d'activité 3 : Communication et information ;**
- **Domaine d'activité 4 : Renforcement des capacités.**

14. Bien que les travaux soient officiellement organisés par domaines, il convient de signaler qu'une attention considérable doit être accordée aux questions transversales et à la communication entre les domaines.

15. Les activités et réalisations concrètes proposées pour ces quatre domaines d'activité sont décrites ci-dessous. Dans chaque domaine, les activités bénéficient du plein appui d'équipes de spécialistes qui couvrent généralement plusieurs domaines de travail.

Domaine d'activité 1 : Données, suivi, établissement de rapports et évaluation

16. Les activités de collecte des données et d'établissement de rapports menées dans la région sont les suivantes :

a) Collecte, validation et diffusion de statistiques et autres informations sur les ressources forestières, la santé des forêts, les processus qui créent des dommages et des perturbations, les produits forestiers (ligneux ou non), les fonctions et services liés aux forêts, les progrès accomplis dans le sens de la gestion durable des forêts, les politiques et institutions forestières et les instruments connexes, et la contribution du secteur forestier à l'économie circulaire et à la bioéconomie ;

b) Analyse et évaluation de l'état des forêts en ce qui concerne les éléments énoncés au point a) ;

c) Coopération avec les organisations et mécanismes internationaux en matière de gestion durable des forêts et contribution à leurs travaux, notamment appui au secrétariat du FNUF en vue de l'élaboration de sa publication phare, au secrétariat de la FAO chargé de l'évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) aux fins de l'élaboration du rapport FRA, de l'établissement et de l'utilisation de critères et d'indicateurs régionaux, et à Forest Europe en vue de l'élaboration du rapport sur l'état des forêts d'Europe.

17. La Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois suit et analyse les évolutions constatées dans les différents domaines liés aux forêts et coopère avec d'autres organisations actives dans ce domaine tout en veillant à éviter les chevauchements. Il s'agit notamment de collecter des données (quantitatives et qualitatives), de compiler des

statistiques complètes, ainsi que d'élaborer des méthodes de collecte, d'analyse et d'évaluation sur les éléments suivants :

- a) Les marchés et services liés aux produits forestiers ;
- b) La santé des forêts, les processus qui créent des dommages et des perturbations, la gestion durable des forêts, et les fonctions et services qu'offre la forêt ;
- c) L'offre et la demande à long terme de bois et d'autres biens et services liés aux forêts ;
- d) L'utilisation du bois-énergie et ses incidences sur la gestion durable des forêts ;
- e) Les emplois et les conditions de travail.

18. Les données sont recueillies en partenariat avec les États membres et les organisations d'intégration économique régionale, les organisations internationales et les milieux scientifiques suivant des normes et des règles convenues. Les équipes de spécialistes accorderont une attention particulière à l'intégration et au fusionnement des activités d'établissement de rapports avec d'autres processus dans la région (par exemple, Forest Europe et le FRA). Les activités relevant du domaine 1 devront également permettre d'améliorer la qualité des informations, d'assurer leur comparabilité au niveau international et leur stockage, leur diffusion et leur analyse, et d'aider les États membres et les organisations d'intégration économique régionale à étoffer leurs capacités en la matière (voir le domaine d'activité 4 relatif au renforcement des capacités).

19. Au nombre des produits actuels ou attendus au titre de ce domaine de travail figurent :

- a) La Revue annuelle des marchés des produits forestiers ;
- b) Le Rapport paneuropéen sur les forêts et la gestion durable des forêts (en collaboration avec le secrétariat de la FAO chargé de la FRA et Forest Europe) ;
- c) Le questionnaire commun sur le secteur forestier, le questionnaire sur les prévisions relatives au bois, l'enquête commune sur le bois-énergie et le questionnaire collaboratif sur les ressources forestières ;
- d) La contribution régionale à l'évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO, en coopération avec Forest Europe, et l'appui à Forest Europe en vue de l'élaboration du rapport sur l'état des forêts européennes ;
- e) Des bases de données relatives aux produits susmentionnés ;
- f) Des déclarations sur la situation du marché et des tableaux prévisionnels ;
- g) Le compte rendu des progrès accomplis dans la voie de la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des ODD relatifs aux forêts, ainsi que le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) ;
- h) L'étude sur la santé des forêts dans la région de la CEE, les dommages causés aux forêts et les perturbations qu'elles subissent ;
- i) Des études sur l'emploi et les conditions de travail dans les forêts ;
- j) L'évaluation de la contribution du secteur forestier à une économie verte, circulaire et bio, et des études et des enquêtes ponctuelles en rapport avec les domaines d'activité mentionnés précédemment, sur décision du Comité et de la Commission.

Domaine d'activité 2 : Concertation et conseils sur les politiques à mener

20. Ce volet du programme comprend l'organisation de dialogues sur les politiques et la réalisation d'études sur la facilitation des dialogues nationaux, à la demande des États membres et des organisations d'intégration économique régionale. Les sujets à traiter porteront sur les questions relevant du champ d'application du Programme de travail. Ces travaux contribueront à la mise en œuvre de diverses initiatives régionales et internationales, notamment :

a) Le Programme 2030 et les ODD relatifs aux forêts, l'Accord de Paris sur le climat, le plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes, l'initiative régionale ECCA30 et le FNUF ;

b) Le programme de travail quadriennal 2021-2024 et les mécanismes mondiaux (principalement le FNUF et le Comité des forêts de la FAO), régionaux et nationaux relatifs aux forêts ;

c) Les activités menées dans ce domaine de travail qui contribuent également aux efforts déployés pour promouvoir la coopération intersectorielle.

21. Au nombre des produits actuels ou attendus au titre de ce domaine de travail figurent :

a) Les analyses, directives et recommandations élaborées pour aider les États membres et les organisations d'intégration économique régionale à mettre en œuvre les initiatives et les plans susmentionnés ;

b) L'élaboration de stratégies de mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Défi de Bonn et de l'initiative ECCA30 ;

c) Des contributions au programme de travail de Forest Europe ;

d) Des dialogues et des ateliers sur les politiques forestières au niveau régional ;

e) Des études sur les perspectives du secteur forestier ;

f) Les sections relatives aux politiques des travaux et études menés conjointement par la CEE et la FAO, tels que les examens et rapports portant sur l'état et l'évolution des forêts et de la gestion durable des forêts.

Domaine d'activité 3 : Communication et information

22. Pour favoriser la gestion durable des forêts, il est essentiel que les acteurs du secteur des forêts et des produits forestiers communiquent de façon efficace entre eux et avec l'extérieur. Pour y parvenir, il conviendra d'appuyer les efforts déployés par le Comité et la Commission pour atteindre les milieux concernés et pour appeler l'attention sur les priorités régionales dans le secteur forestier et améliorer, aux niveaux national, régional et mondial, la diffusion des informations, des outils et des pratiques. Différents moyens seront employés à cet effet :

a) L'amélioration de la diffusion de l'information grâce à la mise en œuvre des activités des domaines 1, 2 et 4, notamment au moyen de notes d'orientation, de communiqués de presse, du tableau d'information sur les forêts, des réseaux sociaux, de vidéos et d'études ponctuelles, chaque fois que des résultats auront été obtenus et que de nouvelles informations seront disponibles ;

b) L'organisation de manifestations et de campagnes à l'appui de la gestion durable des forêts, de la restauration des paysages forestiers et des produits et services relatifs au secteur forestier (notamment la Journée internationale des forêts, et les Semaines européennes et mondiales des forêts) ;

c) La tenue à jour et l'amélioration du site Web CEE/FAO, avec un accent particulier sur la conception et la facilité de consultation ;

d) La contribution à l'organisation de manifestations relatives aux forêts dans les États membres et les organisations d'intégration économique régionale et la diffusion d'annonces à ce sujet (ateliers de renforcement des capacités, initiatives spéciales de relations publiques, etc.) en coopération avec les États membres, les organisations d'intégration économique régionale et d'autres parties prenantes ;

e) Des activités de sensibilisation au-delà du secteur forestier afin de diffuser des informations mettant en évidence l'importance des forêts, de la restauration des paysages forestiers et des produits et services forestiers pour d'autres secteurs (par exemple, réunions sur la diversité biologique et l'environnement, constructions et bâtiments

écologiquement durables sur le plan écologique, textiles, économie circulaire et bioéconomie) ;

f) Diffusion dans les délais et avec l'efficacité voulus des nouvelles et des mises à jour concernant l'action déployée dans le cadre d'autres instances internationales actives dans le domaine des forêts.

23. Au nombre des produits actuels ou attendus au titre de ce domaine de travail figurent :

a) Des événements et campagnes (par exemple, contribution à l'organisation des événements de la Journée internationale des forêts, contribution à l'organisation de la Semaine européenne des forêts, sensibilisation à l'initiative ECCA30) ;

b) Des notes d'orientation ;

c) Des points de presse ;

d) Des contributions au tableau d'information sur les forêts ;

e) Des contributions à des études ponctuelles et la diffusion de celles-ci par différents canaux de communication ;

f) L'alimentation du site Web ;

g) L'amélioration des bases de données aux fins de la fourniture au public d'informations sur les forêts et le secteur forestier.

Domaine d'activité 4 : Renforcement des capacités

24. Si tous les États membres et les organisations d'intégration économique régionale bénéficient de la coopération internationale par l'intermédiaire du Programme de travail, la coopération technique s'adresse principalement aux pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale. Ces activités de renforcement des capacités visent à favoriser la gestion durable des forêts, la collecte de données, leur suivi et leur analyse, ainsi qu'à promouvoir la participation des experts nationaux de la région à des activités intéressant celle-ci. Elles couvrent les thèmes inscrits dans le Programme de travail, et plus particulièrement :

a) Les systèmes nationaux de surveillance des forêts et de production de statistiques ;

b) Les stratégies de communication sur les forêts ;

c) Les solutions naturelles axées sur l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets ;

d) La restauration des paysages forestiers, le Défi de Bonn et l'initiative ECCA30 ;

e) La modélisation des perspectives du secteur forestier au niveau national ;

f) La mise en œuvre de la stratégie de restauration des paysages et de mise en place d'infrastructures plus écologiques dans le Caucase et en Asie centrale ;

g) La mise en œuvre du plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et les contributions nationales volontaires ;

h) La contribution du secteur forestier à :

i. Une économie circulaire et bio et à l'utilisation durable des ressources naturelles ;

ii. La mise en œuvre du Programme 2030 et à la réalisation des ODD relatifs aux forêts ;

iii. L'application de l'Accord de Paris.

25. Au nombre des produits actuels ou attendus au titre de ce domaine de travail figurent :

- a) Des publications ;
- b) Des ateliers de renforcement des capacités (en ligne et en présentiel) ;
- c) Des supports de formation et des recommandations ;
- d) Une assistance technique ;
- e) La fourniture de conseils spécialisés et ciblés ;
- f) Un renforcement de la coopération et l'établissement de nouveaux contacts dans les pays cibles.

E. Principes de mise en œuvre

26. La mise en œuvre doit être guidée par les principes suivants :

Partenariats

27. Une large place sera faite aux partenariats avec des acteurs internationaux et régionaux, considérés comme le moyen le plus efficace d'éviter d'éventuels chevauchements et d'optimiser les effets bénéfiques. Le Comité et la Commission s'efforceront de mettre en place des liens de coopération et encourageront cette pratique pour parvenir aux résultats attendus dans les quatre domaines d'activité.

Communication à l'adresse d'autres secteurs

28. Dans la mise en œuvre du Programme de travail intégré, le Comité et la Commission élargiront leur audience au-delà des milieux forestiers traditionnels afin que l'utilité et la contribution du secteur forestier à d'autres secteurs soient bien connues et comprises et que les actions à mener soient coordonnées avec, par exemple, les secteurs de l'environnement, de la biodiversité, de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, de la construction, du bâtiment et du textile, en tirant parti des potentialités offertes par la CEE (notamment de l'action déployée dans le domaine de l'utilisation durable des ressources naturelles) et la FAO.

Avis d'experts

29. Dans leur action et dans les résultats qu'elles visent, les équipes de spécialistes devront se conformer totalement au Programme de travail intégré et à ses objectifs, et plus précisément apporter leur appui aux domaines d'activité concernés, en accordant toute la place voulue à la participation de la communauté scientifique et aux professionnels des forêts. Dans ce contexte, le Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier devra apporter son appui à d'autres équipes dans leurs efforts de sensibilisation et dans le souci de diffuser des produits pertinents. Il conviendra, lors de l'organisation de réunions et de la diffusion de publications et de documents, d'accorder l'attention voulue aux langues officielles pratiquées au sein du Comité et de la Commission. Si les ressources s'avéraient insuffisantes pour la traduction des publications complètes, il faudrait s'efforcer de traduire au moins les résumés opérationnels.

Participation du secteur privé

30. Dans le Programme de travail intégré, le secteur privé est appelé à jouer un rôle essentiel dans le développement de la gestion durable des forêts et des produits et services forestiers durables et de la transition vers une économie verte. Le Comité et la Commission s'efforceront activement de favoriser la participation du secteur privé, y compris aux débats concernant les marchés, conformément aux politiques organisationnelles de la CEE et de la FAO. Il convient d'encourager une participation accrue des diverses parties prenantes.

Prise en compte des questions de genre et respect des droits des personnes handicapées

31. Dans le Programme de travail intégré, une attention particulière a été accordée à la prise en compte des préoccupations et des expériences tant des femmes que des hommes

pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités, de manière à ce que toutes et tous en recueillent les bénéfices et que les inégalités ne puissent se perpétuer (Conseil économique et social, 1997). La prise en compte des questions de genre est au centre des cadres stratégiques de la CEE et de la FAO, ainsi que de leurs politiques et de leurs programmes. Cela vaut également pour le respect des droits des personnes handicapées.

F. Appui au programme de travail intégré et ressources connexes

32. Il sera rendu compte annuellement des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de travail intégré, qui devra être suffisamment flexible pour qu'il soit possible d'aborder de nouvelles questions présentant un intérêt pour les États membres et les acteurs du secteur forestier dans son ensemble.

33. L'exécution des activités dépendra des niveaux de financement des programmes ordinaires et, dans une large mesure, des ressources extrabudgétaires mises à disposition, ainsi que des ressources humaines disponibles. Les États membres, les organisations d'intégration économique régionale et les autres donateurs sont encouragés à appuyer ces activités par des contributions en nature et/ou financières d'un montant adapté. La liste des activités, qui est soumise annuellement au Groupe de travail, puis au Comité et à la Commission pour approbation, mettra clairement en évidence les domaines d'activité (par exemple, le renforcement des capacités) ou les activités pour lesquels des fonds extrabudgétaires sont requis.

34. Il faudra inciter les États membres et les organisations d'intégration économique régionale à intensifier leur participation. Il faudrait en particulier trouver des ressources afin de financer la participation de délégations de pays en transition qui remplissent les conditions requises.

G. Appui des experts

35. Les équipes de spécialistes, composées d'experts de différentes disciplines, apportent une contribution sous forme de conseils ou entreprennent des activités à l'appui de l'exécution du Programme de travail intégré. Elles peuvent également guider les travaux de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois dans certains domaines d'activité, contribuer aux actions de sensibilisation menées auprès des experts au niveau national, et faire progresser la mise en œuvre du Programme de travail dans leur domaine de compétence. La création des équipes de spécialistes est du ressort du Comité exécutif de la CEE. Quant aux ressources humaines et financières nécessaires, elles sont fournies à la fois par la CEE et par la FAO sous la forme d'allocations budgétaires distinctes pour assurer le service des réunions des équipes. Le mandat de chaque équipe est approuvé par le Comité et la Commission. Les équipes rendent compte annuellement de leurs activités au Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières.

36. Les directives à l'intention des équipes de spécialistes, où sont précisés les mandats et procédures qui leur sont applicables, ainsi que le rôle et les responsabilités des chefs d'équipe, de leurs adjoints, des membres des équipes et du secrétariat, figurent dans la deuxième partie du présent document.

III. Programme de travail intégré (Partie II)

A. Mandat du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières

37. Le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières est un organe subsidiaire du Comité et de la Commission qui contribue à la mise en œuvre du Programme de travail intégré. Pour ce faire, il coordonne les travaux des équipes de spécialistes et les activités menées dans le cadre du Programme, et fournit également des avis techniques. Il reçoit des instructions du Comité et de la Commission et se réunit chaque année pour :

a) Donner des orientations sur la mise en œuvre de tous les domaines du Programme de travail intégré ;

b) Superviser les travaux des équipes de spécialistes et faciliter l'échange d'informations sur leurs activités ;

c) Définir les mesures prioritaires et les nouvelles questions pertinentes, et relayer les priorités proposées et les recommandations spécifiques adressées au Comité et à la Commission aux fins d'examen.

38. Pour chaque domaine d'activité, le Groupe de travail conjoint, en s'appuyant sur un rapport du secrétariat, examine et commente les activités menées au cours de l'année écoulée et les plans pour l'année à venir.

39. Le Groupe de travail conjoint doit passer régulièrement en revue les travaux des équipes de spécialistes et leur contribution aux domaines d'activité, ainsi que la façon dont elles collaborent les unes avec les autres, pour s'assurer qu'elles s'acquittent de leurs tâches avec le maximum d'efficacité. Le Groupe de travail conjoint :

a) Reçoit et examine les rapports des équipes de spécialistes afin de mieux comprendre leurs activités et d'évaluer leurs plans de travail ; le cas échéant, il peut examiner leurs mandats et en recommander l'actualisation pour approbation par les organes de tutelle ;

b) Recense les synergies possibles et facilite l'échange d'expériences entre les équipes de spécialistes et les délégations des États membres ;

c) Renforce la visibilité et l'impact des travaux des Équipes de spécialistes auprès des États membres et des organismes des Nations Unies concernés.

40. Dans le cadre des travaux qu'il mène pour le Comité et la Commission, le Groupe de travail conjoint :

a) Propose des activités prioritaires dans les domaines d'activité définis et concernant les nouvelles questions pertinentes ;

b) Élabore, à la demande des organes de tutelle, des méthodes d'analyse économique du secteur, ainsi que des techniques pour la collecte, la validation, l'analyse et la diffusion d'informations et de statistiques ;

c) Entreprend, à la demande des organes de tutelle, des projets spéciaux dans les domaines de l'économie et des statistiques intéressant la foresterie, les produits de la forêt et les politiques et institutions forestières ;

d) Apporte sa contribution et fournit des avis techniques au Comité et à la Commission sur les questions examinées par ces organes, notamment l'élaboration d'études sur la situation et l'avenir des forêts et sur l'industrie forestière, telles que les études sur les perspectives du secteur et les revues annuelles du marché des produits forestiers ;

e) Invite des acteurs d'autres secteurs à participer à ses sessions afin d'examiner les enjeux liés aux questions d'intérêt commun en matière d'information et de gestion forestières, y compris les meilleures pratiques de gestion durable des forêts et leurs incidences sur la viabilité globale des forêts, la gestion des ressources naturelles et d'autres sujets comme la biodiversité et les changements climatiques ;

f) Invite d'autres organismes internationaux, dont l'Organisation internationale des bois tropicaux, la Conférence des statisticiens européens, Forest Europe et Eurostat, à participer à ses sessions, afin de coordonner les activités et d'éviter tout chevauchement.

41. Les travaux du Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières seront évalués à l'issue de ses deux prochaines sessions.

B. Composition possible des équipes de spécialistes de la CEE/FAO

42. Afin d'appuyer l'exécution du Programme de travail intégré, les équipes de spécialistes dont la liste suit pourraient être mises sur pied pour la période 2022-2025.

<i>Nom possible de l'équipe dans le cadre du Programme de travail intégré⁴</i>	<i>Contribution au Programme de travail 2022-2025</i>	<i>Justification/informations complémentaires</i>
Équipe de spécialistes du suivi de la gestion durable des forêts	Domaines d'activité 1, 2 et 4 : axer les travaux sur le suivi de la gestion durable des forêts pour différents examens et études de la CEE et de la FAO, sur l'évaluation de cette gestion et sur les activités relatives aux critères et aux indicateurs	Taux d'approbation élevé dans les enquêtes publiques, conserve sa pertinence
Équipe de spécialistes des statistiques des produits forestiers et du bois-énergie	Domaines d'activité 1 et 4 : appuyer le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières dans ses travaux afin de lui permettre de se concentrer sur sa fonction de coordination de l'Équipe de spécialistes et de l'examen des domaines d'activité	Fusion des Équipes de spécialistes des statistiques des produits forestiers et du bois-énergie afin de rationaliser les travaux menés sur les statistiques des produits forestiers, les marchés et le bois-énergie
Équipe de spécialistes des produits forestiers durables	Domaine d'activité 1 et 4 : axer les travaux sur les produits et les marchés forestiers	Taux d'approbation élevé dans les enquêtes publiques, conserve sa pertinence
Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier	Domaines d'activité 1, 2 et 4 : appuyer l'élaboration des études sur les perspectives du secteur forestier	L'Équipe de spécialistes des emplois verts du secteur forestier souhaite fusionner avec l'Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier et contribuer à ses travaux
Équipe de spécialistes des forêts boréales	Domaines d'activité 1 et 2 : contribuer à la coopération scientifique sur les forêts boréales et à la coopération en matière de politiques dans ce domaine	Équipe créée en 2019, à suivre
Équipe de spécialistes de la communication	Domaines d'activité 3 et 4 : améliorer la capacité des acteurs du secteur forestier à communiquer de façon efficace entre eux et avec l'extérieur sur le rôle des forêts dans le développement durable	Administrée par la FAO

⁴ Le secrétariat de l'Équipe de spécialistes de la communication (Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier) étant désormais assuré par la FAO, il n'est pas nécessaire d'établir un nouveau mandat concernant le Programme de travail intégré pour 2022-2025.

IV. Directives à l'intention des équipes de spécialistes de la CEE/FAO

A. Introduction

43. Le présent projet de directives a été adopté par le Comité et la Commission au cours de leur session commune tenue du 1^{er} au 5 novembre 2021 à Genève. Ces directives s'appliquent aux équipes de spécialistes de la CEE/FAO qui contribuent à la mise en œuvre du Programme de travail intégré.

44. Le présent projet est conforme aux directives régissant la création et le fonctionnement des équipes de spécialistes de la CEE, telles qu'elles figurent dans le document ECE/EX/2/Rev.1.

B. Rôle des équipes de spécialistes

45. La création d'une équipe de spécialistes de la CEE/FAO est recommandée par le Comité et la Commission et entérinée par le Comité exécutif de la CEE afin d'appuyer l'exécution du Programme de travail intégré pendant une période initiale de deux ans qui, après examen biennal, peut être prolongée autant de fois que nécessaire. Le Comité et la Commission approuvent les mandats de toutes les équipes de spécialistes à l'occasion de leur session commune.

46. Le rôle premier des équipes de spécialistes est d'appuyer l'exécution du Programme de travail intégré conformément à leurs mandats respectifs. Toutes les équipes de spécialistes font rapport chaque année au Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, qui fixe les orientations et évalue leur action en fonction de leur mandat et de leur plan de travail. En outre, le Groupe de travail formule, à l'intention du Comité et de la Commission, des recommandations aux fins de l'actualisation du mandat des équipes de spécialistes, et à leur maintien ou à leur suppression.

47. Les équipes de spécialistes doivent contribuer à l'intégration et à la diffusion des travaux de la Section CEE/FAO de la forêt et du bois aux niveaux national et sous-national, ainsi que dans les programmes d'autres organisations régionales et mondiales. Elles doivent également contribuer au tableau d'information sur les forêts.

48. La propriété intellectuelle des travaux des équipes appartient à la CEE et à la FAO.

C. Composition de l'équipe et membres du Bureau

49. Le secrétariat diffuse le mandat de chaque équipe de spécialistes aux membres du Comité et de la Commission et à toutes les parties prenantes de la région, et il leur demande de désigner un représentant officiel s'ils souhaitent participer aux activités de l'équipe. Les États membres et les parties prenantes désignent leur représentant au sein d'une équipe en fonction de l'intérêt qu'ils portent aux questions qui y sont abordées et de leur capacité à appuyer la participation de leur représentant aux travaux de l'équipe. Le secrétariat se base sur les réponses reçues pour établir la liste des membres et mettre en place l'équipe. La demande de désignation peut être renouvelée à la fin de la première période biennale ou au commencement du Programme de travail suivant. Lorsque les États membres et les parties prenantes souhaitent désigner un autre représentant ou un représentant supplémentaire, ils en avisent le secrétariat, qui informe l'équipe de leur souhait à la réunion suivante.

50. Les experts sans affiliation officielle peuvent également contribuer aux travaux de l'équipe à l'invitation de son chef, en étroite consultation avec le secrétariat. Dans la mesure du possible, il convient d'accorder l'attention voulue à la nécessité d'assurer l'équilibre géographique et l'équilibre entre les sexes.

51. Chaque équipe de spécialistes désigne pour une durée de deux ans les membres de son Bureau, à savoir un chef d'équipe et, si cela est jugé nécessaire, un ou deux chefs adjoints. Après un mandat de deux ans, l'un des chefs adjoints est généralement désigné chef d'équipe. Lorsque l'équipe compte deux chefs adjoints, le chef d'équipe sortant est en général reconduit en tant que chef adjoint pour assurer la bonne continuité des travaux. Dans des circonstances exceptionnelles (par exemple, en l'absence de candidats), le chef d'équipe et les chefs adjoints peuvent être désignés une nouvelle fois si l'équipe le souhaite. Les candidats à la fonction de chef d'équipe doivent obtenir de leur gouvernement ou de leur organisation l'autorisation requise et les ressources nécessaires (temps et financement) pour assumer leurs responsabilités pendant leur mandat.

52. Les experts contribuent au travail des équipes sur une base volontaire et à titre personnel ; ils ne sont pas considérés comme faisant partie du personnel du secrétariat de la CEE ou de la FAO et n'agissent pas en tant que représentants de ces organisations. Les présentations des travaux de l'équipe à l'occasion de manifestations externes ne peuvent être faites par des experts qu'à titre personnel et après consultation du secrétariat.

D. Rôle des chefs d'équipe et des membres de l'équipe

53. Avec l'aide du secrétariat, et en étroite coopération avec celui-ci, le chef d'équipe s'acquitte des missions suivantes :

- a) Veiller à ce que le mandat de l'équipe soit respecté et diriger l'équipe ;
- b) Conduire les réunions de l'équipe et superviser les projets de rapports de réunion, en consultation avec les participants ;
- c) Coordonner la préparation du plan de travail ;
- d) Mener des travaux de fond, et en particulier élaborer des documents (publications, documents de fond, entre autres) en lien avec la liste d'activités établie par la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois⁵ ;
- e) Coordonner et faciliter la mise en œuvre du plan de travail, y compris par des levées de fonds, si nécessaire ;
- f) Coordonner l'établissement et la présentation des rapports annuels de mise en œuvre au Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières ;
- g) Organiser les réunions des chefs des équipes de spécialistes et y participer.

54. Lorsque le chef d'équipe n'est pas en mesure de participer à une réunion de son équipe ou de représenter son équipe lors d'une réunion de l'organe dont celle-ci relève, il se fait remplacer par l'un des chefs adjoints. En outre, les chefs adjoints peuvent appuyer le chef d'équipe dans certaines tâches telles que l'élaboration du plan de travail ou des rapports, l'établissement de contacts ou la levée de fonds.

55. Chaque membre doit prendre part activement aux activités de son équipe, et notamment :

- a) Participer aux réunions de l'équipe ;
- b) Contribuer aux travaux menés entre les réunions de l'équipe ;
- c) Répondre aux demandes formulées par le chef d'équipe ou le secrétariat ;
- d) Relayer des informations sur les travaux de l'équipe aux niveaux national et infranational.

⁵ La liste d'activité est un document officiel approuvé chaque année par le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières.

E. Méthodes de travail

56. Sous la direction du chef d'équipe et avec le concours du secrétariat, l'équipe établit son plan de travail pour une période de deux ans en définissant, pour chaque activité figurant dans son mandat, les résultats concrets attendus – en lien avec la liste d'activités de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois – et le calendrier et les ressources nécessaires, y compris celles qui sont obtenues grâce à une levée de fonds. Les équipes peuvent constituer des groupes de durée limitée chargés d'une mission précise (par exemple, donner des conseils en vue de l'organisation d'une manifestation ou la préparation d'une publication). Les équipes doivent être autonomes et ne reçoivent pas de fonds du budget ordinaire. Elles utilisent le format de plan de travail et le modèle de rapport fournis par le secrétariat.

57. Les réunions de l'équipe sont convoquées par le secrétariat, à Genève ou dans tout autre lieu où un État membre ou une organisation partenaire peut les accueillir. Chaque équipe doit se réunir au moins une fois par an pendant une journée ou tenir plusieurs réunions plus courtes en ligne. Les équipes de spécialistes doivent examiner les possibilités de se réunir en marge des réunions auxquelles participent leurs membres, ou juste avant ou juste après celles-ci. Il est préconisé d'utiliser des moyens électroniques (courrier électronique, Skype, Microsoft Teams, Zoom, Webex, webinaires et autres formats en ligne, etc.), selon qu'il convient. La langue de travail des équipes de spécialistes est l'anglais. En règle générale, aucun service d'interprétation n'est fourni. L'équipe peut définir des méthodes de travail plus détaillées.

58. Les seules pages Web consacrées à chacune des équipes de spécialistes sont celles hébergées sur le site de la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois (www.unece.org) et/ou de la FAO (www.fao.org). Toutes les informations sur les réunions des équipes (ordre du jour, exposés, rapports de réunions, liste des participants, photos, etc.) doivent être transmises au secrétariat pour affichage sur la page Web.

59. Le chef d'équipe, les chefs adjoints et tout autre membre de l'équipe doivent demander au secrétariat du Comité et de la Commission l'autorisation d'utiliser les logos de la CEE et de la FAO.

60. Les équipes sont encouragées à solliciter l'aide des autres équipes de spécialistes, en particulier pour les activités intersectorielles inscrites dans leur mandat.

F. Rôle du secrétariat

En coopération étroite avec le chef d'équipe, le secrétariat s'acquitte des tâches suivantes :

- a) Prendre contact avec les États membres et les autres parties prenantes, notamment aux fins de la désignation des membres de l'équipe, de la mise à jour des listes des membres et de l'envoi des invitations aux réunions ;
- b) Organiser les élections du chef d'équipe et des chefs adjoints ;
- c) Prendre en charge les relations officielles au nom de l'équipe, y compris la correspondance, avec les experts gouvernementaux et non gouvernementaux et avec ceux des organisations et des entités internationales participantes ;
- d) Présenter les travaux de l'équipe à l'occasion de manifestations externes ;
- e) Aider à établir le calendrier des réunions et d'autres activités, en consultation avec l'équipe ;
- f) Fournir des moyens techniques et des solutions innovantes pour faciliter la tenue de réunions efficaces en termes de coûts et l'accès à distance pour les membres qui ne peuvent y assister en personne ;
- g) Fournir des orientations pour aider l'équipe à s'acquitter de son mandat ;

- h) Faciliter les réunions et aider le chef d'équipe à préparer les rapports de réunion en prenant des notes et en ébauchant les principales conclusions et les prochaines étapes ;
 - i) Coopérer avec le chef d'équipe à l'établissement des rapports sur les réalisations de l'équipe ;
 - j) Mettre en ligne toute documentation pertinente sur la page Web de l'équipe avant et après chaque réunion, et diffuser des informations sur les activités de l'équipe.
-